

Catherine Coquery-Vidrovitch, *Le choix de l'Afrique. Les combats d'une pionnière de l'histoire africaine*, Paris, La Découverte, 2021, 304p.

Leslie Sabakinu

Citer cet article : Leslie Sabakinu (2023), « Catherine Coquery-Vidrovitch, *Le choix de l'Afrique. Les combats d'une pionnière de l'histoire africaine* », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne.

URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/crsabakinu>

Mise en ligne : juillet 2023

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2023.cr09>

Dans *Le choix de l'Afrique. Les combats d'une pionnière de l'histoire africaine*, Catherine Coquery-Vidrovitch nous propose une égo-histoire qui met en lumière l'étroite connexion entre son parcours personnel, intellectuel et académique. À travers son récit, l'autrice retrace son expérience personnelle de fillette clandestine juive en temps d'occupation allemande, son choix de l'histoire africaine encore « non existante » en France, ses recherches de terrain, sa carrière universitaire, ainsi que les grandes transformations subies par certaines institutions françaises. Catherine Coquery-Vidrovitch ne prétend pas faire une étude exhaustive du développement des études africaines en France. Son ouvrage illustre plutôt l'essor de l'histoire africaine du point de vue d'une chercheuse qui raconte aussi sa propre histoire. L'ouvrage se subdivise en trois grandes parties qui relatent chacune des moments significatifs de sa vie personnelle et professionnelle.

Dans la première partie qui va de 1940 à 1960, l'autrice nous plonge d'abord dans les années de guerre vécues dans la clandestinité dans une France sous occupation allemande ; période importante pendant laquelle elle découvrit ses origines juives, de par ses grands-parents juifs de Russie ayant émigré en France vers 1899 (p. 16). Cette période de guerre fut celle de grands bouleversements personnels : exode de Beauvais à Paris, séparation, perte et deuil – la mort de son père lui ayant créé un traumatisme et des trous de mémoire (p. 22). C'est cette expérience de guerre qui a influencé son choix d'historienne : d'après elle, malgré les bouleversements et difficultés, ce fut une période d'aventure, de volonté de compréhension de ce qui se produisait. Cet après-guerre fut toutefois marqué par des expériences scolaire et universitaire qui, bien que jugées limitées, ne furent pas exemptes d'enthousiasme – classes préparatoires féminines au lycée Fénelon à Paris, École normale supérieure de Sèvres en 1956, membre de l'Union des étudiants communistes, etc. (p. 64 ; pp. 68-70). Puis ce fut la guerre d'indépendance algérienne, qu'elle vécut à travers des séjours avec son mari en Algérie pendant l'année 1960, notamment à Oran, et qui suscitèrent son vif intérêt pour l'histoire africaine (pp. 73-76). Cet intérêt naquit donc dans un contexte de luttes coloniales et d'indépendances africaines, d'entrée dans une « Afrique postcoloniale », mais aussi à un moment où beaucoup d'universitaires français pensaient encore que l'Afrique subsaharienne n'avait pas d'histoire, ou ne contestaient pas une vision anhistorique de cette partie du continent. Grâce à des rencontres remarquables avec des universitaires français, notamment Henri Brunschwig, l'autrice entama des études doctorales à l'École Pratique des Hautes Études (EPHE) en 1962. Sa thèse de troisième cycle sur l'une des missions de Savorgnan de Brazza (1880-1883), puis sa thèse d'État sur l'histoire des grandes compagnies concessionnaires en Afrique équatoriale française



(AEF), mettent surtout en lumière son souci d'analyser des mentalités et pratiques coloniales qui entachaient les relations entre la France et l'Afrique (pp. 77-78).

C'est cette nouvelle expérience de chercheuse en histoire africaine que l'autrice aborde en profondeur dans la deuxième partie de son ouvrage. Catherine Coquery-Vidrovitch relate ses recherches de terrains et ses expériences universitaires dans certaines anciennes colonies françaises, notamment au Congo Brazzaville, au Gabon, en Centrafrique, au Tchad. C'est en effet dans une Afrique encore teintée du joug colonial – une Afrique « néocoloniale », comme elle répète à maintes reprises – que l'autrice se rend pour ses premiers voyages de recherches en 1965. On y découvre la présence et l'importance des centres de recherche locaux français tels que l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), dont les agents « coopérants » et chercheurs partaient en Afrique pour combler le manque de cadres locaux dans les milieux d'enseignement et de recherche (conséquence des lacunes des systèmes éducatifs coloniaux subies par les Africains). Elle représentait, selon l'autrice, un « bastion de la coopération néocoloniale » mise en place par la France (p. 93 ; pp. 102-103). Catherine Coquery-Vidrovitch décela en effet des comportements et discours bien souvent coloniaux et racistes de la part des agents de l'ORSTOM qui, bien que travaillant en Afrique, gardaient souvent une distance visible vis-à-vis des populations africaines en général mais aussi vis-à-vis des collègues africains, bien souvent perçus comme collecteurs de données¹.

Catherine Coquery-Vidrovitch décrit également sa quête bien difficile des archives coloniales, administratives, privées, et des rapports des crimes commis en Afrique : d'abord en France, où bien qu'elle n'eut pas les éléments-clés pour ses recherches, elle fit tout de même la découverte fortuite du rapport De Brazza rédigé à la suite de plusieurs inspections sur les exactions et scandales des compagnies concessionnaires (pp. 116-117) ; ensuite en Afrique francophone, où elle effectua des recherches de terrains en 1965-1967 et expérimenta quelques difficultés dans des dépôts d'archives non organisés, dispersés ou non centralisés (p. 121). L'autrice passe en revue ses visites dans les chantiers forestiers du Gabon pour enquêter sur les entreprises forestières ; sa visite de l'hôpital d'Albert Schweitzer (Lambaréné) où les archives coloniales du Gabon furent dispersées et détruites dans certains endroits ; les archives de N'Djaména, qui étaient encore en bon état de conservation, ainsi que celles de Yaoundé restées sur place (pp. 126-128 ; pp. 130-132).

Cependant, cette quête de sources se combine aussi à des découvertes culturelles, notamment lors de visites dans l'ancien royaume du Dahomey ; sa découverte du culte Bwiti du Gabon, le rite Ndop du Sénégal ; sa rencontre avec le Makoko Mbe au Congo Brazzaville (pp. 136-138). A son retour en Afrique occidentale dans les années 1970-80, l'autrice participa avec les historiens sénégalais à la mise en place des écoles doctorales de troisième cycle permettant aux étudiants africains de poursuivre leurs études au Sénégal : il s'agissait d'africaniser les cadres de l'enseignement et les diplômes. Ces transformations permirent plus tard l'éclosion de l'École de Dakar en 1988, qui établit une collaboration étroite avec l'Université Paris 7 (pp. 176-179 ; 180-181). Catherine Coquery-Vidrovitch retrace également l'histoire institutionnelle des études africaines en France, les laboratoires de recherche, les formations disponibles ou encore les revues spécialisées². La décennie 1970-80 fut une période de réformes importantes au niveau des universités françaises, qui eurent pour conséquence la réorganisation de l'enseignement de l'histoire. Ces réformes permirent à l'autrice de jouer un rôle significatif dans la mise sur pied en 1974 du laboratoire « Connaissance du Tiers Monde » (pp. 215-220). On trouvait ainsi un lieu d'études sur l'histoire africaine contemporaine à Paris 7, sur l'histoire africaine précoloniale à Paris 1, et sur le Maghreb à Aix-en-Provence (p. 232). L'unification de ces deux laboratoires (Paris 1 et Paris 7), chaperonné par le CNRS, donna naissance au laboratoire bicéphale « Afrique, Tiers-Monde » bien que, plus tard, chaque entité retrouva son indépendance (p. 226). Toutes ces institutions devinrent des lieux importants non seulement pour la formation d'étudiants africains, mais permirent aussi une collaboration étroite avec les formations universitaires africaines, ainsi que des échanges internationaux. Catherine Coquery-Vidrovitch fut aussi témoin des débats intenses survenus durant la conférence de l'African Studies Association (ASA) à Montréal en 1969 avec les Black Panthers, ces derniers

¹ A cet égard l'autrice se montre dubitative des travaux de terrain des chercheurs de l'ORSTOM, qui ne lui semblaient pas assez investis sur leur terrain de recherche (p. 94 ; pp. 99-100).

² La rédaction de la RHCA en profite pour préciser que ce souci bienvenu amène l'autrice à mentionner les initiatives les plus récentes, comme la création de la Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique, en 2020. En revanche, elle se trompe lorsqu'elle attribue la naissance de cette nouvelle revue électronique au laboratoire CESSMA. L'initiative, à l'origine, fut indépendante des institutions de recherches françaises, et bénéficia seulement de l'accueil précieux de la plateforme des revues électroniques en libre accès de l'Université de Genève.

s'insurgeant contre l'accaparement des études africaines par des africanistes blancs (pp. 243-245). Ensuite, elle passa les années 1970-80 à naviguer entre participation aux grands débats intellectuels sur les mouvements marxistes en France, visites de l'Afrique anglophone et lusophone et d'autres pays francophones où les mouvements marxistes étaient encore en plein essor (Congo Brazza, Bénin) (pp. 191-193), et une collaboration décevante avec le bureau des Affaires africaines durant la présidence de François Mitterrand (pp. 223-224).

La troisième partie « L'ouverture sur le monde » aborde non seulement l'expérience nord-américaine de l'autrice de 1980 à 2005 (Canada et États-Unis), mais aussi les divers projets sur l'histoire africaine dans lesquels elle s'engagea. Son expérience américaine se caractérisa par un enrichissement intellectuel très divers, et l'autrice nous plonge aussi dans le contraste existant entre les systèmes académiques nord-américain et français qui, sur bien des sujets, s'avérait en retard. Elle y découvre l'élan américain pour les *subaltern studies*, les études de genre, postcoloniales et néocoloniales. Son engagement dans le centre Fernand Braudel de la Binghamton University, où elle travailla six semaines par an, de 1981 à 2005, la plongea encore une fois dans un univers interdisciplinaire, avec de nombreux avantages et des thématiques non exploitées en France (pp. 254-255). De retour en France, dans les années 2010, l'autrice s'engage dans différents projets, notamment sur l'histoire de l'esclavage, et devient commissaire associée de l'exposition « L'Afrique des routes » au musée du Quai Branly en 2017 (p. 265), ou encore participe à la nouvelle version de l'*Histoire Générale de l'Afrique* de l'UNESCO (p. 270). Enfin, elle nous livre ses préoccupations et interventions au sujet des *postcolonial et decolonial studies* qui ont fait grand bruit au sein des « élites » françaises qui en ont rejeté l'importance (p. 272).

La carrière de l'autrice, qui a vu la construction de l'histoire africaine comme domaine académique formel, les difficultés qu'elle a rencontrées, ainsi que ses réflexions chevronnées fournissent une grande quantité de matière à penser. Les étudiants, doctorants et chercheurs, intéressés non seulement par l'essor de l'histoire africaine comme discipline en dehors de l'Afrique, mais aussi par la formation des premières générations d'historiens africains en France y trouveront du grain à moudre. A ce sujet, l'ouvrage rejoint ceux de Jan Vansina et Roland Oliver³ qui donnaient respectivement un aperçu de l'essor de l'histoire africaine aux États-Unis et au Royaume-Uni. Bien plus encore, l'ouvrage met à nu des débats et controverses politiques françaises au sujet de l'histoire africaine qui influèrent sur le genre d'histoire menée, et démontre comment l'histoire africaine fut et continue d'être perçue dans les sphères françaises. Cependant, comme tout travail d'ego-histoire, l'ouvrage de Catherine Coquery-Vidrovitch soulève plusieurs questions. Premièrement, son autoportrait de pionnière de l'histoire africaine en France peut donner l'impression d'une prééminence de ses initiatives individuelles : les autres protagonistes n'apparaissent qu'en arrière-plan, alors que comme elle le montre, en France, le terrain n'était pas tout à fait *terra nullius*. On aurait aimé une plus grande auto-critique de l'autrice quant à son rôle et ses limites dans cet environnement académique car en l'état, cela laisse un goût d'individualisme et de subjectivité⁴, voir d'héroïsme – tendance par ailleurs souvent reflétée dans les récits d'africanistes impliqués dans le développement de l'histoire africaine comme discipline académique dans leurs universités européennes ou nord-américaines.

Deuxièmement, bien que l'autrice fût consciente de ses privilèges en tant que chercheuse blanche en terre africaine, ainsi que des facilités offertes par les milieux qu'elle-même juge néocoloniaux (notamment l'ORSTOM en Afrique francophone), Catherine Coquery-Vidrovitch ne fait pas une analyse approfondie de sa propre position – complexe et peut-être ambiguë vis-à-vis de ces milieux. Comment conciliait-elle toutes ces contradictions ? Ses convictions anticoloniales et les bénéfices qu'elle tira du système néocolonial qui régnait dans les ex-colonies africaines pour ses recherches ; son accès aux cercles de pouvoir national ou local et les avantages obtenus, en comparaison avec la situation précaire que vivaient nombre d'historiens africains de son époque, etc. Cette position délicate se remarque notamment dans ses silences quant à certains discours racistes et biaisés, professés par des coopérants français et face auxquels l'autrice n'a pu que se murer dans le silence : « j'ai choisi de me taire, nous ne parlions pas la même langue » (p. 105). De ces privilèges, il nous faut relever quelques éléments qui pourraient être controversés ou jugés inappropriés pour des recherches en Afrique aujourd'hui. Il s'agit, entre autres, de l'envoi des archives coloniales trouvées à Ndjolé en France (p. 128) ou encore la présence de l'autrice à une cérémonie de

³ Vansina Jan (1994), *Living with Africa*, Madison, University of Wisconsin Press ; Oliver Roland (1997), *In The Realms of Gold: Pioneering in African history*, London, Frank Cass Publishers.

⁴ Notamment à l'heure où l'importance des analyses de parcours personnels n'est plus à démontrer et où les défis et écueils de ces exercices réflexifs ont été largement discutés. Voir par exemple Lagrave Rose-Marie (2021), *Se ressaisir : enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, Paris, La Découverte.

femmes censée rester secrète, mais dont les règles avaient dû être modifiées pour les besoins de son enquête (p. 144). Ces pratiques sont désormais le sujet d'intenses discussions et débats quant à la décolonisation des savoirs, l'extraction des données académiques, ainsi que l'éthique de la collecte de données dans les communautés africaines. L'autrice a donc manqué l'occasion de discuter de ses propres usages avec les perspectives offertes par les *decolonial* et *postcolonial studies*. Finalement, bien que l'ouvrage se lise facilement, le ton employé peut faire ressortir dans certains cas une forme de condescendance implicite, ou un acharnement critique vis-à-vis de certains collègues français, mais aussi de personnalités africaines, notamment les marxistes des années 1970.

Ce qui précède n'enlève toutefois rien au caractère particulier et fascinant de l'ouvrage. Catherine Coquery-Vidrovitch nous plonge dans un univers transnational, multidisciplinaire, et nous fournit matière à réflexion sur les problèmes qu'elle, et tant d'autres, ont rencontré lors du développement de l'histoire africaine en tant que discipline académique.

Leslie Sabakinu
Université de Wisconsin-Madison
(États-Unis)

Bibliographie

LAGRAVE Rose-Marie (2021), *Se ressaisir : enquête autobiographique d'une transfuge de classe féministe*, Paris, La Découverte.

OLIVER Roland (1997), *In The Realms of Gold: Pioneering in African history*, London, Frank Cass Publishers.

VANSINA Jan (1994), *Living with Africa*, Madison, University of Wisconsin Press.